



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 21 au 27 Juillet 2023

En bref

Le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie mexicaine à 2,6 % pour 2023, contre 1,8 % dans ses prévisions d'avril. Cette amélioration traduirait une reprise post-pandémique tardive dans le secteur des services, et la résilience de la demande des Etats-Unis. La nouvelle prévision du FMI est proche de celle du Ministère des Finances (3 %), et plus optimiste que celle de la Banque centrale du Mexique (2,3 %). L'organisme a toutefois ajusté à la baisse son estimation du PIB pour 2024, de 10 points de base, à un rythme de 1,5 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,6 %

Prévisions de croissance du FMI pour l'économie du Mexique pour 2023, *World Economic Outlook July 2023*

Zoom sur

A l'occasion du sommet UE-CELAC des 17 et 18 juillet, les projets d'investissement de l'Union Européenne dans les pays du Triangle Nord, dans le cadre du programme Global Gateway, ont été présentés. Sur les 135 projets prévus (45 Mds EUR) pour la période 2023-2027 en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays du Triangle Nord partagent trois projets dans le domaine du climat et de l'énergie: (i) renforcement du marché électrique régional, (ii) accroissement de la résilience dans le « couloir sec », et (iii) protection et restauration des forêts mésoaméricaines. En outre, trois projets sont prévus au Guatemala dans les domaines du climat et de l'énergie, de la santé et de la transformation numérique, quatre au Salvador dans les domaines des transports et de la transformation numérique et trois au Honduras dans les domaines du climat et de l'énergie et de la santé. Aucun projet n'aura lieu au Nicaragua compte tenu de la crise politique et sociale.

Mexique

1. ECONOMIE

La trajectoire baissière de l'inflation se confirme de nouveau au cours de la première quinzaine du mois de juillet, s'établissant à 4,79 % g.a., contre 4,93 % g.a. fin juin, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). L'inflation sous-jacente s'est quant à elle établie à 6,76 % g.a. sur cette même période, contre 6,86 % g.a. fin juin, ce qui reste supérieur aux 6,73 % anticipés par le marché. Malgré ce ralentissement, l'inflation reste supérieure à la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (Banxico), de 3 % +/- 1 pp.

Le « superpeso » se maintiendrait jusqu'à la fin de l'année 2023 selon le consensus de marché. L'appréciation du peso mexicain face au billet vert aurait conduit les analystes à réviser leurs prévisions de change. Selon la dernière enquête de la banque Citibanamex, le peso s'échangerait à 17,95 unités pour un dollar fin 2023 (contre 18,30 unités selon la précédente enquête fin juin). Les experts ont également révisé à la baisse leurs prévisions d'inflation globale, la faisant passer de 4,80 à 4,66 % pour la fin de l'année. En ce qui concerne l'activité économique, le consensus prévoit une croissance de 2,4 % pour 2023, contre 2,3 % lors de la précédente enquête.

Le peso mexicain (MXN) a poursuivi son appréciation face au dollar ce jeudi 27 juillet, suite aux annonces de la Fed et de la BCE de hausse de leur taux directeur. Le taux de change au comptant atteint 16,75 unités pour un dollar, contre 16,84 unités la veille, représentant une appréciation de 0,6 % environ. Ceci fait suite à la décision par la Fed de relever son taux directeur de 25 points de base pour le porter dans une fourchette comprise entre 5,25 % et 5,50 %, et à la décision de politique monétaire de la BCE de 25 points de base.

Selon l'agence de notation Fitch Ratings, la notation souveraine du Mexique pourrait être relevée de deux crans (à BBB+, contre BBB- actuellement) si les indicateurs de gouvernance

étaient améliorés. Au Mexique, les difficultés majeures en matière de gouvernance sont principalement dues à l'insécurité et au respect de l'Etat de droit. En outre, les politiques publiques visant à améliorer la collecte de l'impôt et à réduire les risques liés aux engagements conditionnels de l'entreprise nationale pétrolière PEMEX pourraient contribuer à améliorer la notation souveraine du Mexique.

La dégradation de la note de Petroleos Mexicanos (PEMEX) par Fitch Ratings (cf. *infra*) n'aurait pas d'incidence sur la note souveraine du Mexique selon l'agence de notation. D'après les estimations de Fitch, le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador aurait accordé un soutien financier à PEMEX à hauteur de 4 % du PIB, aux dépens de ses propres finances publiques, lesquelles sont néanmoins restées stables. La note souveraine du Mexique se maintient à BBB-, avec perspective stable.

Le Ministère des Finances et du Crédit Public évalue la possibilité d'offrir des incitations fiscales dans cinq secteurs stratégiques du *nearshoring*. Ces secteurs seraient : l'électronique, le transport, la pharmaceutique, les microprocesseurs et l'aérospatiale. En juin 2023, un décret a été publié sur les avantages fiscaux accordés aux 10 parcs industriels situés dans le corridor de l'isthme de Tehuantepec, dans le but de stimuler la relocalisation des entreprises et d'attirer les investissements dans le sud-est du pays. Ce décret prévoit notamment une exonération totale de l'impôt sur le revenu pendant les trois premières années de fonctionnement, et une exonération de TVA pour les actions réalisées à l'intérieur et à destination de ces pôles.

Selon Barclays, le *nearshoring* contribuerait à hauteur de 0,3 % du PIB du Mexique en 2023. Au cours des huit à dix prochaines années, la contribution du *nearshoring* à l'économie mexicaine pourrait être bien plus importante selon la banque. Pour une exploitation optimale du phénomène, Barclays souligne que certaines réformes structurelles sont indispensables (notamment pour que le secteur de l'énergie fonctionne selon la logique de marché), ainsi qu'un meilleur respect de l'Etat de droit. Le

secteur de la construction serait le grand bénéficiaire des investissements liés au *nearshoring*.

En 2022, selon l'INEGI, le revenu des ménages aurait augmenté de 11 % par rapport à 2020 en termes réels. Cette hausse de 11 % des revenus s'explique notamment par l'augmentation des transferts de fonds de migrants (de 39,2 %) et des programmes de transferts gouvernementaux (+33,6 %). Les inégalités de revenus persistent au Mexique, mais se sont légèrement améliorées ces dernières années. Le coefficient de Gini, qui mesure la concentration des revenus, a poursuivi sa tendance à la baisse. Les ménages les plus riches ont un revenu courant 15 fois supérieur à celui des plus pauvres en 2022 (contre 21 fois plus élevé en 2016). Le revenu moyen des hommes est 1,5 fois plus élevé que celui des femmes. D'autre part, les locuteurs d'une langue indigène ont enregistré un revenu courant moyen inférieur de 40 % à la moyenne nationale.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le Ministère des Finances et du Crédit Public lance une émission inaugurale de « BonoS » (bonos sostenibles) sur le marché local. Le BonoS a été émis à un taux fixe de 8 % en monnaie locale, avec un rendement de 8,85 % et une maturité de 12 ans. Ce nouvel instrument a permis de lever 1,4 Mds USD. L'opération a été réalisée sans encourir de dette supplémentaire par rapport à celle approuvée par le Congrès cette année.

Au cours du T1 2023, la collecte d'impôts à travers les plateformes de déclaration en ligne s'est élevée à 8,7 Mds MXN (516,4 M USD), ce qui représente 66 % de ce qui a été collecté sur l'ensemble de l'année 2022, et une augmentation de 7% g.a. En permettant aux contribuables de déposer leurs déclarations provisoires et définitives de l'impôt sur le revenu (ISR) et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en ligne, le SAT poursuit sa stratégie de collecte et d'audit visant à renforcer le recouvrement des impôts.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'agence de notation Moody's confirme la note de PEMEX à B1 (en territoire spéculatif avec risque de crédit élevé), en révisant sa perspective de stable à négative. La perspective négative sur les notes de PEMEX reflète l'opinion de Moody's selon laquelle, en l'absence de changements fondamentaux dans sa stratégie commerciale, l'entreprise est susceptible de faire face à des risques de crédit accrus en raison de son incapacité à augmenter les dépenses d'investissement et à améliorer ses performances financières et opérationnelles. Selon Moody's, le profil financier de PEMEX ne se serait pas amélioré au cours de l'administration AMLO, malgré la réduction de la charge fiscale et les injections de liquidités réalisées par le gouvernement. Les défis techniques et réglementaires liés au développement de nouveaux gisements, les obligations financières de l'entreprise, et son niveau élevé d'endettement ne pourraient être résolus avec les ressources du budget fédéral. Le soutien du gouvernement devrait être élevé en 2023 et 2024 compte tenu des perspectives défavorables des fondamentaux financiers de l'entreprise. Par ailleurs, le 14 juillet dernier, l'agence de notation *Fitch Ratings* avait abaissé la note de crédit de l'entreprise pétrolière, de BB- à B+, avec perspectives négatives, traduisant les faibles performances opérationnelles de PEMEX et son impact environnemental et social négatif.

Le président du Mexique a critiqué la décision des deux agences de notation Moody's et Fitch en signalant qu'elles n'auraient pas intégré dans leur analyse la diminution de la dette de PEMEX sous son administration. Au cours de la dernière année du mandat d'Enrique Peña Nieto, la dette financière de PEMEX s'élevait à 115,6 Mds USD, soit une hausse de 160 % entre 2012 et 2018. A la fin du T1 2023, elle se serait établie à 103,8 Mds USD, soit une réduction de 10,2 % par rapport à 2018. A l'avenir, la situation financière de la compagnie pétrolière pourrait être affectée par la mise en place de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance

(ESG), rendant l'obtention de financements sur les marchés internationaux plus difficile.

PEMEX est la compagnie pétrolière la moins bien notée d'Amérique Latine, selon Moody's et Fitch Ratings. Si l'on compare l'entreprise à d'autres compagnies pétrolières fortement dépendantes des aides publiques, telles que *Petrobras* (Brésil), *Ecopetrol* (Colombie), *Empresa Nacional de Petroleo* (Chili) ou encore *Petroleos del Peru* (Perou), PEMEX est la compagnie la moins bien notée par les agences *Fitch* et *Moody's*. Ce classement s'explique par une moins bonne structure du capital de PEMEX et de la trajectoire insoutenable de sa dette. Cependant, l'agence *Standard & Poor's* maintient la note de PEMEX à BBB avec perspectives stable. Pour cette agence, PEMEX est la compagnie pétrolière la mieux notée de la région, devant *Ecopetrol* (BB+, stable), *Empresa Nacional del Petróleo* (BB+, positive), *Petroperú* (BB, stable) et *Petrobras* (BB, positive). Sous l'administration actuelle, elle n'a réduit la note de PEMEX que d'un cran.

En 2025, le Mexique commencerait à exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe et l'Asie en transformant principalement du gaz de schiste en provenance des États-Unis. Ces exportations seraient facilitées par la construction de terminaux de liquéfaction au sein de trois ports mexicains (en Basse-Californie et dans l'Etat de Sonora). Le projet dans l'Etat de Sonora prévoit un investissement privé de 14 Mds USD ainsi que la création de 13 000 emplois directs et 21 000 emplois indirects. Ces installations reflètent l'intérêt croissant du Mexique pour l'exportation de GNL vers les marchés asiatique et européen. Le gaz provenant des États-Unis serait principalement destiné au marché asiatique, où le gaz naturel a un prix spot d'environ 13 dollars par million de BTU, tandis qu'il ne coûte que 4 dollars par unité dans la région du Permian au Texas. En somme, ces initiatives contribueraient à augmenter les exportations de gaz naturel des États-Unis et renforceront la position du Mexique sur le marché mondial du GNL.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 26/07
Bourse (IPC)	1,42%	+16,77%	54502,09 points
Change MXN/USD	-0,12%	-18,03%	16,84
Change MXN/EUR	-0,43%	-11,56%	18,67
Prix du baril mexicain	5,90%	-21,01%	74,63

Amérique centrale

1. GUATEMALA

D'après les travaux préparatoires du budget 2024, le plafond budgétaire devrait être fixé à 15,9 Mds USD, soit 8 % de plus que le budget 2023. Le ministre des Finances, Edwin Martínez Cameros, a précisé que les recettes budgétaires étaient estimées à 12,5 Mds USD et que le déficit budgétaire serait maintenu à 1,9 % du PIB (équivalent à 2 Mds USD). Le projet de loi de finances 2024 sera présenté au Congrès le 2 septembre, entre la tenue du second tour des élections présidentielles et la prise de fonction du nouvel exécutif. Le Congrès aura alors jusqu'au 30 novembre pour examiner la proposition et y apporter d'éventuelles modifications.

Au cours du S1 2023, les 14 ministères du gouvernement ont dépensé en moyenne 47 % de leur budget, dont la majeure partie en dépenses de fonctionnement et peu en dépenses d'investissement. Les taux d'exécution du budget varient fortement : les ministères de l'Énergie et des Mines (MEM) et des

Communications, des infrastructures et du logement (CIV) ont dépensé respectivement 81 % et 70 % de leur budget annuel alors que les ministères de l'Environnement (MARN), des Finances (MINFIN) et de l'Économie (MINECO) n'ont dépensé respectivement que 29 %, 37 % et 39 % de leur budget. La plupart des 14 ministères ont été inefficaces dans l'utilisation des ressources allouées à l'investissement, avec un taux d'exécution au S1 2023 qui n'atteint pas 30 %. Les ministères de la Santé (MPAS) et de l'Intérieur (MINGOB) affichent des taux d'exécution particulièrement bas, avec respectivement 10 % et 11 %.

Les IDE se sont élevés à 394,6 M USD au T1 2023, en hausse de 30 % par rapport au T1 2022, où les IDE atteignaient 303,9 M USD. Les secteurs qui ont reçu le plus d'IDE sont le commerce & réparation de véhicules (129,3 M USD), l'information & communications (74,8 M USD) et les industries manufacturières (58,3 M USD).

2. EL SALVADOR

Le groupe salvadorien Ternova va investir 100 M USD dans la construction et le développement d'un parc logistique de 100 000 m² à Nejapa, dans le département de San Salvador (projet *Nneo Smart Properties*). Sur ce total, 80 M USD sont destinés à la construction de l'ensemble du parc logistique, qui comprendra quatre entrepôts de différentes tailles, et 20 M USD sont destinés aux équipements nécessaires au fonctionnement du parc. La construction devrait commencer en août 2024, selon le PDG du groupe Ternova.

Le Trésor a accumulé une dette de court terme de 1,1 Md USD, en bons du Trésor (LETES) et certificats du Trésor (CETES), depuis le début de l'année 2023. En juillet, 267 M USD de LETES ont été placés, élevant à 1,02 Mds USD la dette de ce type, contractée depuis le début de l'année (soit 60,1 % du montant approuvé par l'Assemblée pour l'ensemble de l'année 2023). Les bons du Trésor doivent être remboursés dans un délai maximum d'un an, au taux de 8,25 %. En avril, le Trésor a par ailleurs autorisé l'émission

d'emprunts à court terme par l'intermédiaire de CETES pour un montant de 67,7 M USD (dont 62,6 M USD ont déjà été placés).

El Salvador est le seul pays d'Amérique centrale dont le niveau de réserves internationales nettes, s'élevant à 2,58 Mds USD en juin, est inférieur au niveau d'avant la pandémie de COVID-19 (3,94 Mds USD en décembre 2019). En comparaison, le Guatemala a augmenté ses réserves internationales nettes de près de 6 Mds entre décembre 2019 et mars 2023 (passant de 14,79 Mds USD à 20,34 Mds USD). D'après les experts, la faiblesse des réserves internationales au Salvador s'explique en partie par l'investissement important des ressources des banques nationales dans la dette publique (LETES et CETES), le gouvernement ne pouvant pas accéder au financement extérieur.

3. HONDURAS

L'activité économique a crû de 2,5 % au cours des cinq premiers mois de 2023, selon la Banque centrale (BCH). Cette croissance a été principalement tirée par les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie (+ 14,8 %) et de l'intermédiation financière (+11,4 %). L'industrie des *maquilas* a en revanche enregistré une baisse de 6,3 %, qui s'explique par la baisse de la demande de produits textiles et d'habillement en provenance des États-Unis. Pour rappel, la BCH prévoit une croissance du PIB comprise entre 3,5 et 4,0 % pour l'année 2023.

L'entreprise publique d'électricité, l'ENEE, a annoncé une baisse de 4,1 % des tarifs de l'électricité à partir du mois de juillet. Selon, le directeur de l'ENEE, cette baisse est le résultat de plusieurs facteurs, parmi lesquels (i) l'efficacité de la production et de la distribution d'énergie ; (ii) la diminution des coûts de production ; et (iii) la baisse des prix internationaux des combustibles. Le changement de tarif correspond à une baisse du coût réel de la facture énergétique de 70 HLN (2,8 USD) par 300 KW consommés.

4. PANAMA

Le Ministère de l'économie et des finances a annoncé l'émission de titres de dette pour un montant de 1,6 Md USD. Ces fonds devraient être utilisés pour réduire la dette publique et compenser le déficit budgétaire. Le Ministre de l'économie et des finances a déclaré que 700 M USD avait déjà été émis. Le budget annuel prévoit l'émission de titres de dette pouvant atteindre 4,3 Mds USD lors de cette année préélectorale. Le déficit budgétaire de l'État était de 2,2 Mds USD en 2022 après avoir atteint un pic à 5,5 Mds USD en 2020.

Le Ministre du logement et de l'aménagement territorial a annoncé que la loi 3 de 1985 sur les intérêts préférentiels sera modifiée afin d'abaisser les subventions données par l'État, pour économiser jusqu'à 500 M USD. Ce gain correspond à la somme due aux établissements bancaires selon le président de l'Association Bancaire de Panama. Pour les prêts hypothécaires en dessous de 45 000 USD, les intérêts seront pris en charge à 100 % par l'État. L'État assurera jusqu'à : (i) 4 % d'intérêts pour les prêts entre 45 000 et 80 000 USD, (ii) 3 % d'intérêts pour les prêts entre 80 000 et 120 000 USD, (iii) 2 % d'intérêts pour les prêts entre 120 000 et 150 000 USD et (iv) 1,5 % d'intérêts pour les prêts entre 150 000 et 180 000 USD.

Les mouvements commerciaux des ports panaméens ont diminué de 3,9 % g.a d'équivalent vingt-pieds (EVP) au T1 2023, atteignant 4 M EVP. La plus forte diminution est celle du terminal Manzanillo International Terminal avec une baisse de 7,5 %, puis celle de PSA Panama International Terminal (-5,7 %) et celle de Colon Container Terminal (-4,9 %). Au mois de juin 2023, les mouvements commerciaux ont diminué de 8 % g.a sur l'ensemble des ports. Cette baisse serait due à (i) la faible croissance du commerce international; (ii) les pressions inflationnistes et (iii) la déviation de certains centres de production indiens vers le Canal de

Suez pour des marchandises en direction des États-Unis.

L'Indice d'Activité Économique (IMEA) a enregistré une croissance de 7,75 % g.a au T1 2023 selon l'Institut National de Statistique et du Recensement (INEC). Selon l'INEC, cette croissance a été portée par le dynamisme économique des secteurs de la construction, du commerce et des banques. La bonne performance du secteur de la construction est notamment due aux investissements publics pour des projets d'infrastructures. Quant au secteur commercial, sa croissance est liée à l'augmentation des réexportations de la Zone Libre de Colon. Enfin, l'augmentation de la demande de crédits a conduit à une augmentation de l'activité bancaire.

5. NICARAGUA

Sur les 60 pays ayant participé au sommet UE-CELAC 2023 des 17 et 18 juillet, le Nicaragua est le seul à ne pas avoir signé la déclaration commune finale. Ce refus s'explique par un désaccord avec un paragraphe relatif au conflit en Ukraine. Si le Venezuela et Cuba ont également exprimé leurs réticences sur le paragraphe concernant la condamnation de la Russie, les deux pays se sont finalement ralliés à la déclaration commune, après suppression de la mention de la Russie.

Les recettes des exportations, qui restent la source de devise la plus importante pour le pays, ont baissé de 0,9 % g.a sur la période de janvier à mai 2023, selon la Banque centrale (BCN). Bien que les exportations aient connu un léger dynamisme jusqu'en mars, affichant une croissance cumulée de 1,3 % g.a, la croissance cumulée jusqu'en avril était négative (-0,4 % g.a). Cette tendance s'explique principalement par la baisse des exportations textiles vers les États-Unis en raison de la faible demande (baisse de 152,2 M USD de janvier à mai 2023 en glissement annuel).

Le conseil d'administration du Fonds vert pour le climat (FVC) a décidé de maintenir le gel des

décaissements du projet Bio-CLIMA, correspondant à 116,6 M USD prêtés par la BCIE, et a fixé une date butoir avant laquelle l'administration Ortega doit se mettre en conformité avec les conditions exigées par le fonds. Ces conditions sont les suivantes : (i) consultation libre, préalable et informée; (ii) identification d'une tierce partie indépendante pour superviser les actions du projet; (iii) transparence dans l'utilisation des ressources. La BCIE et les entités gouvernementales chargées du projet doivent prouver que les politiques et les procédures du Fonds seront suivies et que les conditions imposées par le conseil d'administration lors de l'approbation du projet seront remplies. Pour rappel, en juin 2021 des membres des communautés autochtones avaient déposé une plainte auprès du mécanisme de recours indépendant du FVC, alléguant que le projet Bio-CLIMA de lutte contre la déforestation leur porterait préjudice, en raison notamment de l'absence présumée de consultation adéquate.

6. COSTA RICA

Le gouvernement met en place plusieurs réformes des impôts dans le but de sortir de la liste grise de non-coopération en matière fiscale de l'Union Européenne. L'un des projets du gouvernement est l'unification de l'impôt sur le revenu en prenant en compte tous les revenus d'une personne (salaire, rente immobilière...). Le gouvernement souhaite augmenter l'impôt sur les sociétés, et notamment sur les petites et moyennes entreprises, à 30% des profits (actuellement, l'impôt sur les sociétés est progressif de 5 à 20%). Pour se conformer aux exigences de l'Union Européenne et éviter la double non-imposition, le plan du gouvernement propose un taux de 15% sur les bénéfices générés à l'étranger par les particuliers. Pour les entreprises domiciliées au Costa Rica, un taux de 30% est proposé sur les bénéfices.

Le coût des emprunts en colon costariciens diminue, tandis que le rendement des investissements baisse suite à la baisse du taux directeur de la Banque Centrale du Costa Rica

(BCCR). Le taux directeur a été fixé à 6% en juin 2023, tandis qu'il était de 8% en février 2023. Le taux d'intérêt moyen est lui de 5% selon la BCCR.

Caraïbes

1. CUBA

Bilan du premier semestre 2023 : des exportations insuffisantes et une baisse de la production nationale. Dans le cadre de la récente session de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP), qui s'est tenue du 20 au 22 juillet, le vice-Premier ministre a présenté aux députés un rapport sur la performance de l'économie cubaine en 2022, ainsi que les chiffres du premier semestre 2023. Le ministre a reconnu que l'objectif d'une croissance de 4% pour l'année 2022 n'a pas été atteint, le PIB cubain ayant enregistré une hausse de 1,8% seulement. Alors que le secteur tertiaire a enregistré une croissance rapide, les secteurs primaire et secondaire ont quant à eux enregistré une baisse de croissance. Par ailleurs, le ministre a indiqué qu'au cours du premier semestre, seuls 35,7% de l'objectif des exportations prévus par le gouvernement, ont été atteints (1,3 Md USD captés par les exportations de biens et services entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023). Face au constat d'une baisse des activités productives sur l'île, le ministre a annoncé que, pour le S2 2023, l'effort principal de la stratégie de redressement économique et social du gouvernement se concentrera sur l'adoption de mesures d'incitation pour (i) stimuler les exportations, (ii) augmenter les recettes en devises, (iii) faciliter l'importation de matières premières et d'intrants pour la production nationale et (iv) structurer les relations entre secteur étatique et secteur non étatique de l'économie.

2. CARAÏBES ORIENTALES

La 105^{ème} réunion du Conseil Monétaire de la Banque Centrale des Caraïbes Orientales (ECCB) s'est déroulée à Saint-Vincent-et-les-Grenadines

le 21 juillet 2023. Le rapport présente la situation monétaire et financière de l'ECCB. Selon le rapport, le dollar des Caraïbes orientales (XCD) est stable, malgré les variations des taux de la FED. Les réserves de devises étrangères atteignent 5,2 Mds USD, en augmentation de 4 % par rapport à décembre 2022. Le secteur bancaire est également stable et maintient un haut niveau de liquidité. Selon le rapport de l'ECCB, le niveau moyen de dette publique des pays membres serait de 78 % du PIB, soit 10 points de pourcentage de moins qu'en 2020. La croissance prévue pour 2023 est prévue à serait de 6,4 %, en baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2022. Le secteur touristique aurait retrouvé son niveau d'activité pré-pandémique.

3. HAÏTI

Au T2 2023, selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) enregistre une baisse de 2,1 % g.a. Cette mauvaise performance résulte notamment de l'évolution négative du secteur primaire (agriculture et activités extractives) avec une diminution de 4,8 % g.a. Le secteur secondaire (industries manufacturières, construction, eau et électricité) accuse également une baisse (-1,0 % g.a) tout comme le secteur tertiaire (commerce, restaurants et hôtels, transports et communications) avec - 1,8 % g.a. Seuls les services non marchands (+ 4,3 % g.a) et les services financiers (+ 3,1 % g.a) contribuent de façon positive à l'ICAE. La dégradation continue du contexte socio-politique et des contraintes structurelles, naturelles et conjoncturelles ne permettraient pas d'envisager une amélioration de la situation pour le moment.

4. BAHAMAS

Un accord a été signé entre le gouvernement et le Royaume d'Arabie Saoudite pour un prêt de 10 M USD pour financer les centres d'incubation et de développement d'entreprises du secteur du tourisme. Le projet comprend la construction et la réhabilitation d'installations touristiques à New Providence, Grand Bahamas et Exuma.

Le gouvernement a présenté son plan de financement pour le budget 2023/2024, qui comprend des emprunts s'élevant 2,1 Mds USD, dont 131 M USD pour couvrir le déficit budgétaire et 2 Mds USD pour refinancer les titres de créance et les prêts arrivant à échéance. Environ 210 M USD sont prévus en nouveaux prêts auprès des institutions financières internationales (IFI) et environ 85,6 M USD en prélèvements sur les facilités existantes sur des prêts contractés auprès des IFI.

5. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Face à la hausse des prix enregistrée sur le marché de l'énergie au niveau mondial, le gouvernement dominicain a pris la décision de subventionner le prix des combustibles afin de limiter les répercussions de cette hausse sur les consommateurs. En outre, le Ministre délégué du Commerce intérieur a déclaré que pour la semaine du 22 au 28 juillet 2023, cette subvention représente un effort de plus de 3,03 M USD pour le gouvernement. À cet égard, le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME-PMI (MICM) a informé que les prix des combustibles resteront inchangés (à l'exception du kérosène) en République dominicaine pour la semaine en cours.

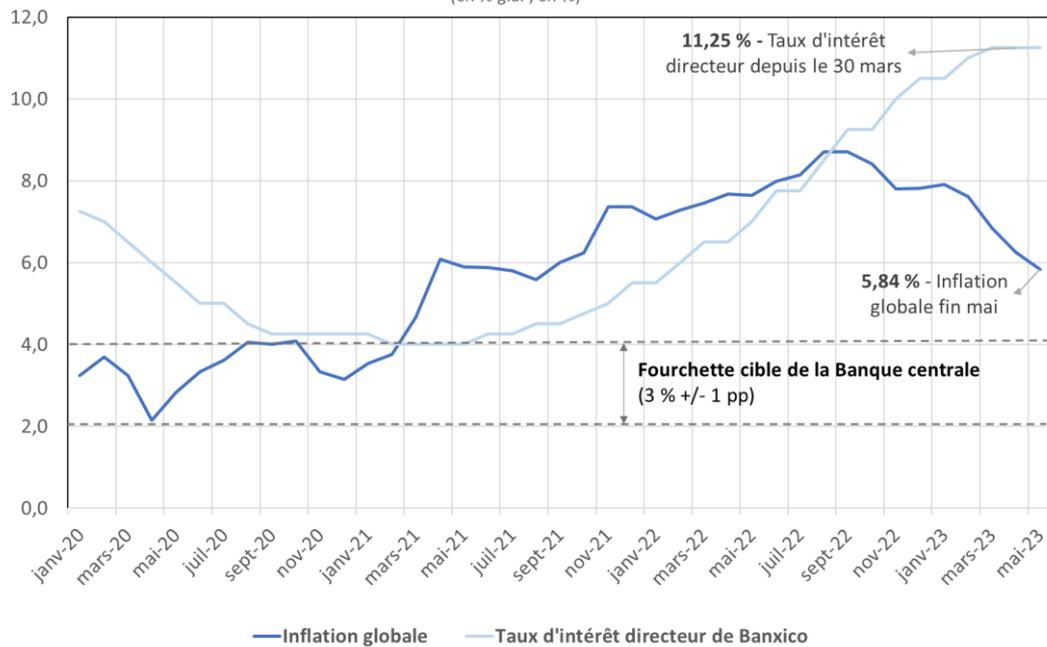
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

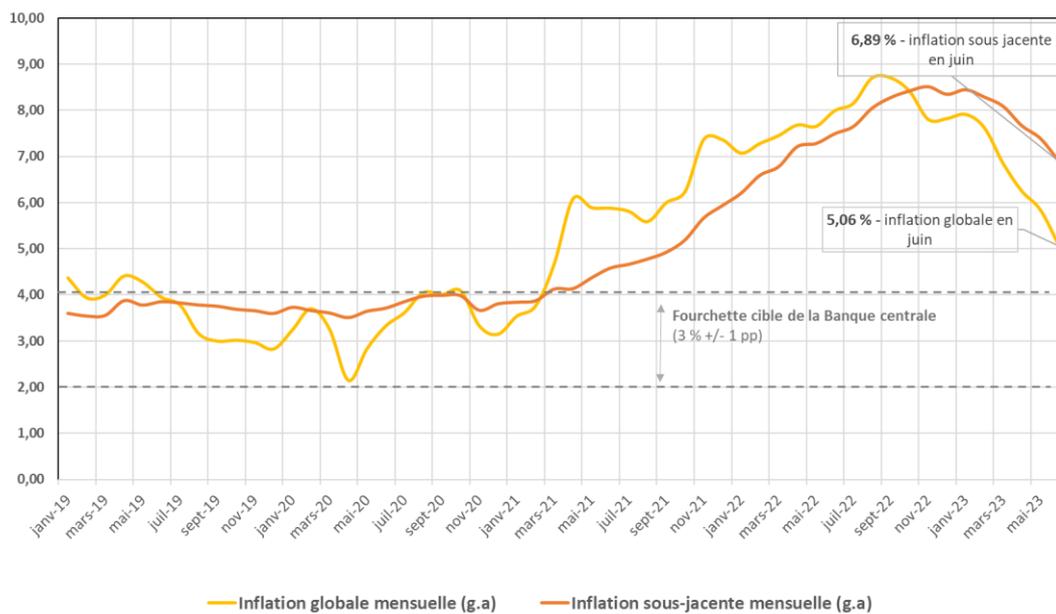
-Annexe Graphique – Mexique –

INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR
 (en % g.a. ; en %)



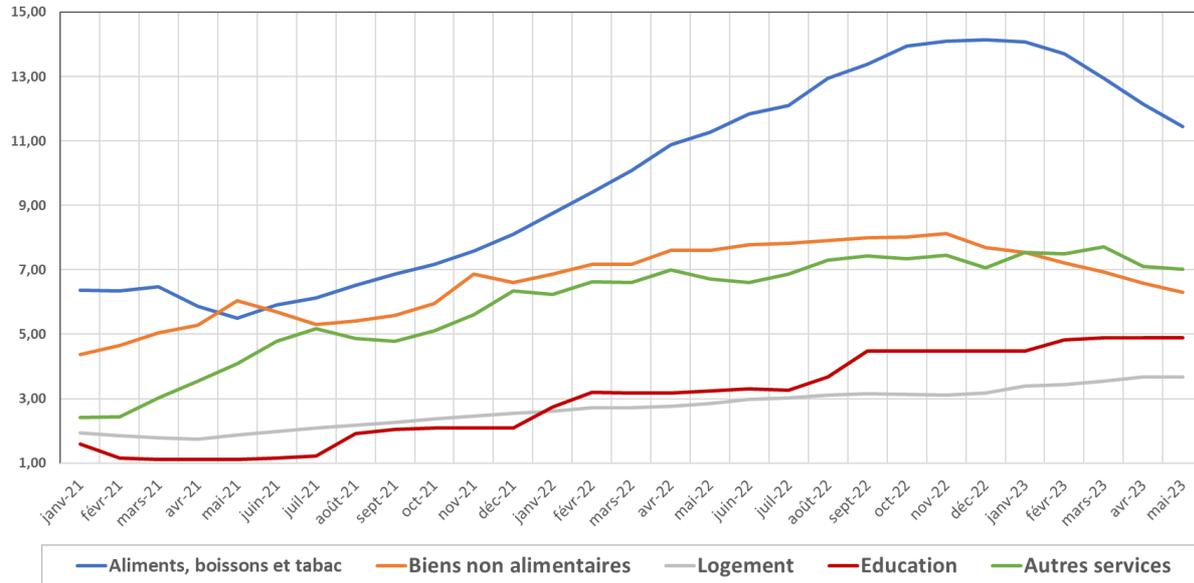
Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE
 (% g.a.)



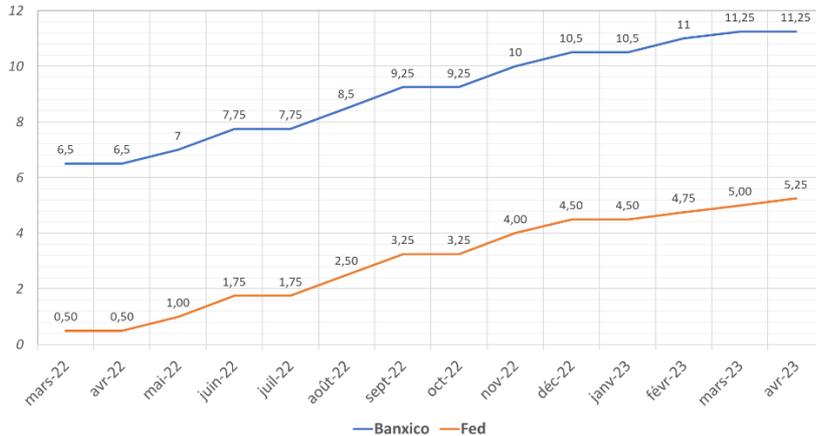
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
(%, g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

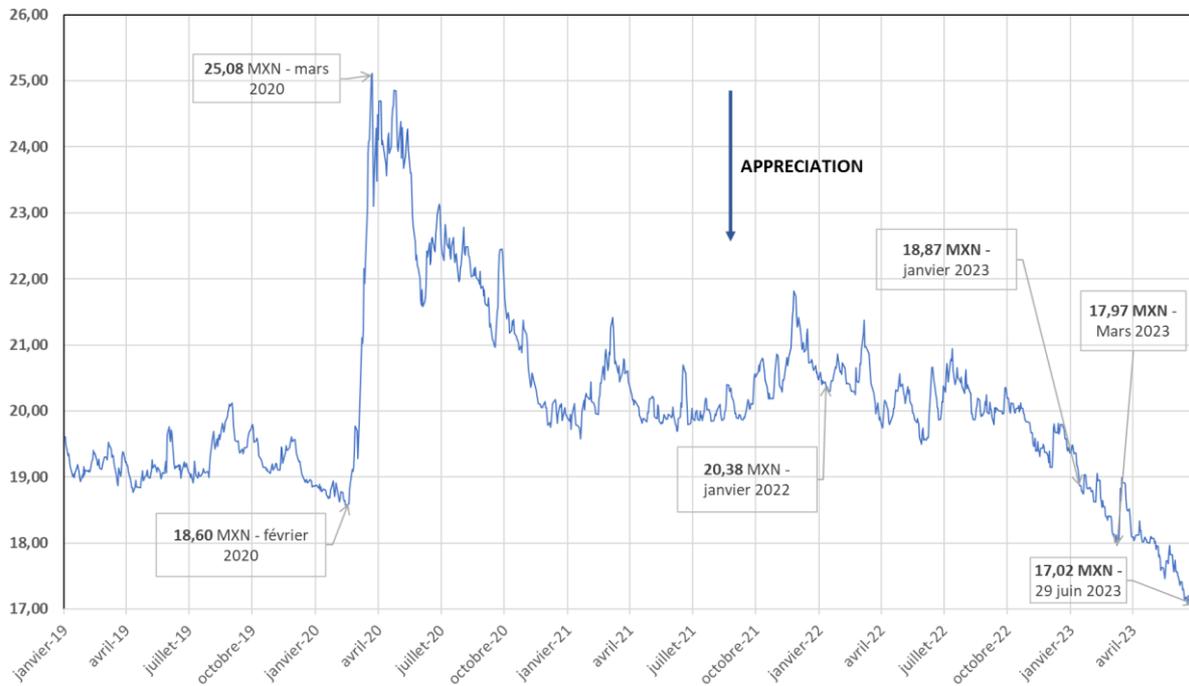
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAIN (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

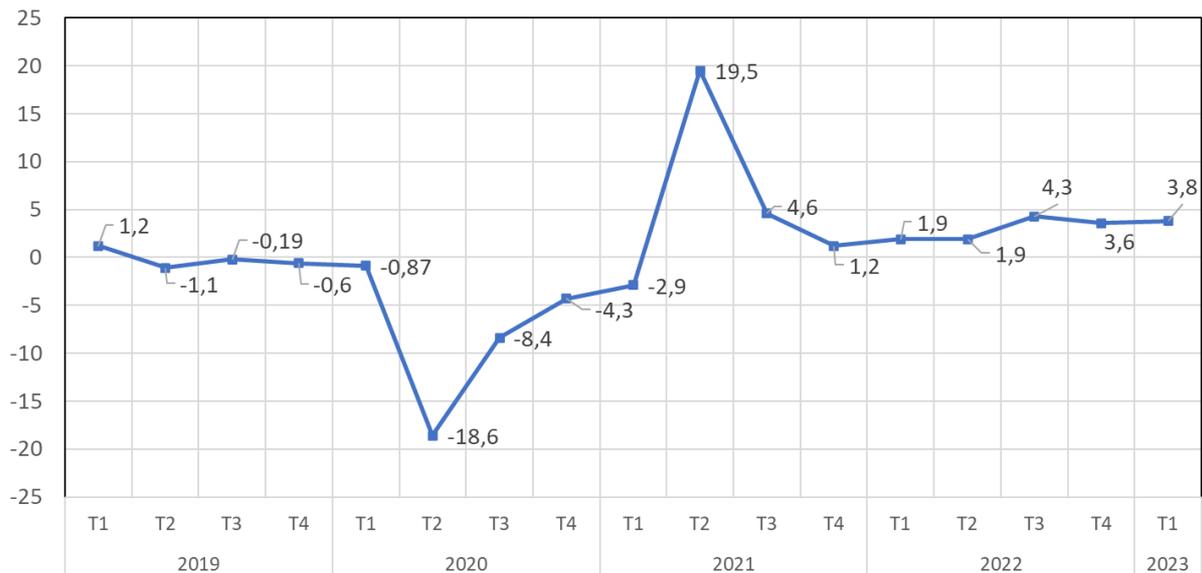
Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)



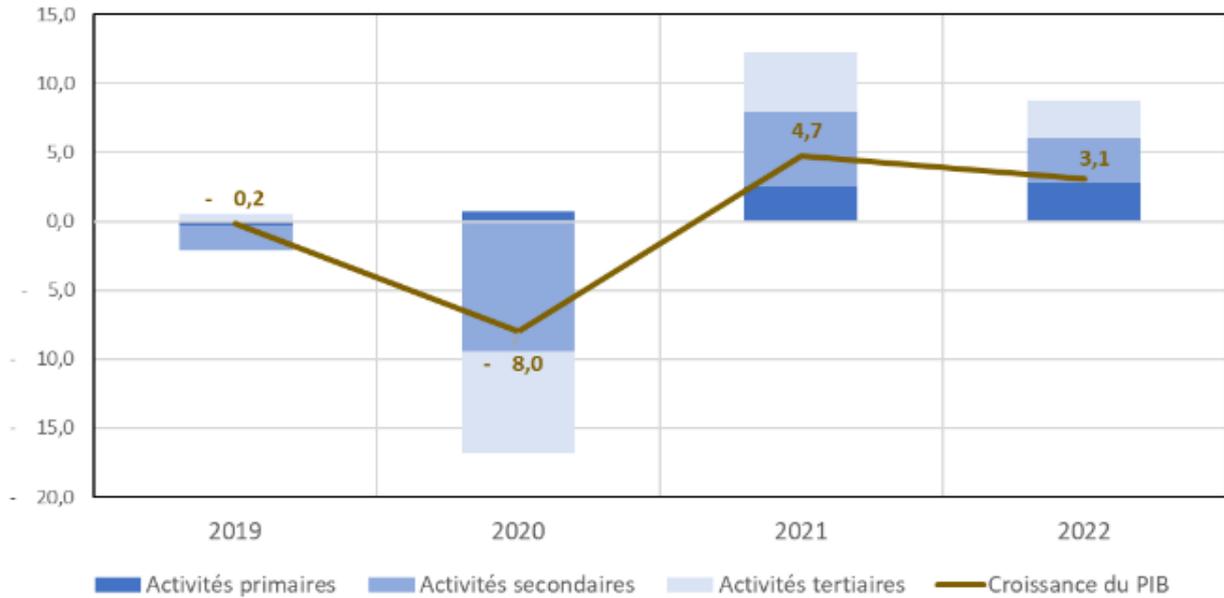
Source: Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)



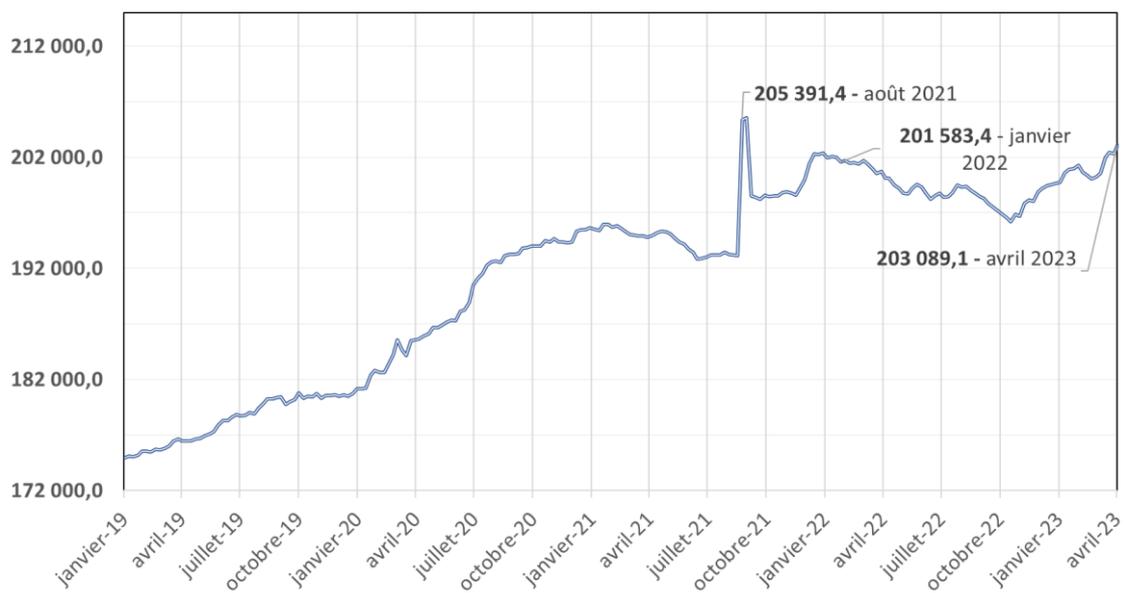
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique